

**PRÉFET DU VAR**

**PRÉFECTURE**  
**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**  
**ET DE L'APPUI TERRITORIAL**  
Bureau de l'environnement et du développement durable  
MS

Toulon, le **02 JUL. 2019**

Arrêté complémentaire portant modification des prescriptions applicables aux installations exploitées par la société SO.FO.VAR sises 150 allée Eugène Freyssinet – Pôle BTP du Capitou à FRÉJUS

Le préfet du Var,  
Officier de la Légion d'honneur.  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R181-45, R512-46-1 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 nommant M. Jean-Luc VIDELAINE préfet du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018/27/MCI du 6 novembre 2018 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014, complété par l'arrêté du 21 novembre 2014, portant autorisation d'exploiter des installations de tri, transit, regroupement et négoce de déchets à Fréjus ZA Pôle BTP, par la SAS SO.FO.VAR, dont le siège social est situé 85, avenue Louis Lépine - ZI du Capitou à Fréjus (83600) ;

Vu le dossier de « porter à connaissance », établi par l'exploitant le 22 juin 2017, en vue de remplacer le broyeur de déchets ;

Vu la demande de cette société, réceptionnée le 20 mars 2019, sollicitant l'enregistrement d'une installation de traitement (entreposage, dépollution et démantèlement) de bateaux de plaisance et de sport hors d'usage (BPSHU), à Fréjus – 150, allée Eugène Freyssinet – Pôle BTP du Capitou ;

Vu le rapport du 3 avril 2019 par lequel l'inspecteur auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement estime le dossier d'enregistrement complet et régulier ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019, portant ouverture d'une consultation du public en mairie de Fréjus, du 22 mai au 19 juin 2019, sur la demande d'enregistrement présentée par la société SO.FO.VAR ;

Considérant qu'aucune observation n'a été émise durant la période de consultation du public ;

Considérant que le contexte ne nécessite pas l'adaptation des prescriptions applicables à la rubrique n° 2712-3-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant la consultation préalable de l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 25 AOÛT 2014

La société SO.FO.VAR, dont le siège social est situé 85, avenue Louis Lépine – ZI du Capitou – 83600 FRÉJUS, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de FRÉJUS – 150, allée Eugène Freyssinet – Pôle BTP du Capitou, les installations détaillées dans les articles suivants.

### ARTICLE 2 - NATURE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

La liste des installations autorisées par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 est complétée par les installations ci-dessous :

Rubrique - Alinéa	AS, A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Nature et seuil du critère	Volume autorisé **
2712-3-b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 3- Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	Zone de démantèlement et de dépollution des BPSHU	/	1000 bateaux par an

Rubrique - Alinéa	AS, A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Nature et seuil du critère	Volume autorisé **
2712-3-a	NC	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719  3- Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement  a) Surface d'entreposage	Surface d'entreposage des BPSHU	Superficie	50 m <sup>2</sup>
2791-1	A	Installation de traitement de déchets no-dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971.  La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyeur électrique de déchets non-dangereux	Quantité de déchets broyés	72 t/j

(\*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (déclaration), NC (Non Classé)

(\*\*) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 3 – CONFORMITÉ AUX DOSSIERS FOURNIS

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment :

- le porter à connaissance du 22 juin 2017 concernant le broyeur électrique ;
- le dossier d'enregistrement du 20 mars 2019 concernant les installations d'entreposage, de démantèlement et de dépollution des bateaux de plaisance et de sport hors d'usage.

Ces dossiers demeurent à disposition de l'inspection au sein des installations.

### ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Les installations d'entreposage, de démantèlement et de dépollution des bateaux de plaisance et de sport hors d'usage respectent les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## ARTICLE 5 – DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014, complétées par celles de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2014, demeurent applicables en l'état.

## ARTICLE 6 – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, conformément à l'article R181-48 du code de l'environnement.

## ARTICLE 7 – RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site Internet : « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

## ARTICLE 8 – MESURES DE PUBLICITÉ

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de Fréjus pendant un délai d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du maire.

Cet arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture pour une durée identique à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (rubrique : politiques publiques / environnement).

## ARTICLE 9

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Fréjus et l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au sous-préfet de Draguignan.

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Serge JACOB